Scandale du non-remplacament : L’administration ne peut le résoudre le problème en supprimant des postes ! Les situations sont de plus en plus révoltantes

http://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article855

L’école élémentaire Maxime Gorki à Nanterre a vécu une année scolaire emblématique du problème du non remplacement, qui gangrène l’Education nationale depuis de nombreuses années, et qui ne cesse de s’aggraver.

L’une des 3 classes de CP a été particulièrement touchée dès le début de l’année, les élèves étant baladés de droite et de gauche, plusieurs fois répartis dans les deux autres CP, voyant des visages différents se multiplier face à eux.

Un peu plus tard dans l’année, la direction est restée vacante pendant trois mois (toujours pour cause de congé maladie non remplacé), assurée par un enseignant de CP sans décharge. A la rentrée des vacances de Printemps, une enseignante de CE1 et un enseignant de CM2 se retrouvaient en arrêt maladie. Bien évidemment, aucun des deux n’était remplacé-e.
Devant le mécontentement grandissant des enseignant-e-s, et surtout des parents, l’administration trouverait bientôt la solution miracle : déplacer des remplaçants, en poste depuis des mois dans leur classe (et censés y rester encore plusieurs semaines) du jour au lendemain (voire le matin pour l’après-midi) pour les affecter à Gorki. Il est évident que le manque total de respect aussi bien envers le travail qu’envers les élèves peut jouer dans la dégradation de la santé des enseignants. Ces bricolages incessants au mépris du bien-être de toutes et tous, ont sûrement joué dans le fait que ce n’étaient alors plus deux, mais quatre classes qui se retrouvaient sans enseignant-e ! Retour à la case départ pour l’inspection.

Et ce sont de nouveaux les CP qui allaient trinquer : après avoir réparti régulièrement les élèves d’une de ces classes dans les deux autres, cette solution allait finalement être imposée de manière définitive aux collègues, afin d’envoyer le collègue désormais sans classe en remplacement dans la classe de CE1 (ce même collègue qui avait assuré l’intérim en l’absence de la directrice : sans doute une manière de le remercier !). Dans la même veine absurde, les élèves de CM2 retrouvaient des enseignants grâce à la présence… de la directrice et d’une enseignante du RASED, qui se partagent la classe entre la matinée et l’après-midi. Soit deux ETP en moins pour finir l’année !
Vous n’y comprenez plus rien ? Vous n’êtes pas les seuls. Et si la situation à Gorki a atteint le summum du grotesque, cette école est loin d’être la seule à avoir souffert du manque de remplaçants. Le manque de visibilité sur les remplacements courts, la stratégie de chaises musicales de la part de la hiérarchie visant à affecter, sans aucun respect des missions des ZIL ou des Brigades, les remplaçants là où les écoles (parents et enseignants réunis) s’agitaient le plus, les ordres de mission contradictoires, ont eu des conséquences dévastatrices sur les conditions de travail des enseignants et des élèves.

La situation peu enviable du secondaire est en train de gagner le primaire : plus aucun remplacement des absences de courte durée, et des absences longues qui mettent parfois des semaines à être remplacées.

Rappelons que non seulement un enseignant a le droit d’être malade, mais que les conditions mêmes de travail ont une incidence sur cet absentéisme : la répartition d’élèves dans les autres classes quand un enseignant est absent, faisant grimper les effectifs de chaque classe, engendre une fatigue accrue ; le manque de considération des enseignants par leur hiérarchie, la pression, la culpabilisation par rapport aux élèves sont causes d’une souffrance au travail de plus en plus grande. On entend pourtant ici ou là une remise en question de la légitimité de ces arrêts maladie par les supérieurs hiérarchiques, ce qui est intolérable.

Nul besoin de chercher bien loin les raisons des dysfonctionnements, il n'y en a qu'une : le manque de recrutement ! En effet, malgré les belles promesses du candidat Hollande, cette première année de gouvernance montre que la voie suivie sera encore celle des logiques capitalistes, et de la précarisation (de plus en plus de Professeurs des Écoles en CDD sur le département, actuellement une centaine, ce phénomène date de mai 2012, lors de la publication du texte permettant de faire appel à des contractuels).

Et un rapport de la Cour des Comptes vient préparer le terrain pour bientôt nous annoncer que le nombre de créations de postes devra être revu à la baisse, nous expliquant que les problèmes de l'Education Nationale ne sont pas dus à un manque de moyens, mais à une mauvaise gestion des personnels : de quoi légitimer toujours plus de flexibilité et de pression sur les travailleurs de l'éducation !

Ces situations ne peuvent satisfaire personne, hormis les hérauts du capitalisme le plus sauvage. Parents, travailleur-es-s de l'éducation, nous ne pouvons accepter cela plus longtemps.
SUD Education 92 exige :

la distinction entre les ZIL et les Brigades, pas seulement sur la localisation du remplacement mais aussi dans le respect des missions, en référence à la Note de service no 82-141 du 25 mars 1982,

l'arrêt immédiat de l'embauche de précaires,

la titularisation des précaires sans conditions de concours ni de nationalité.

le recrutement massif de personnel fonctionnaire ainsi qu'une formation professionnelle beaucoup plus conséquente pour tous-te,

* ETP signifie Equivalent Temps Plein, c'est à dire que ceci revient à supprimer deux postes sur l'école.